

**Le projet de loi C-391
une entrave à la sécurité
des femmes et des enfants**

**Mémoire du Regroupement des maisons pour
femmes victimes de violence conjugaleⁱ**

Sur le projet de loi C-391, Loi modifiant le Code criminel et
la Loi sur les armes à feu (abrogation du registre des
armes d'épaule)

Déposé devant le Comité permanent de la sécurité
publique et nationale (SECU)

Avril 2010

PRÉSENTATION DU REGROUPEMENT

Le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (auparavant le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale) vise la prise de conscience collective de la problématique des femmes et des enfants victimes de violence.

Créé en 1979, le Regroupement a pour mission de :

- sensibiliser la population à la violence conjugale et l'informer de l'existence des ressources;
- représenter ses membres, les maisons d'aide et d'hébergement, devant les instances publiques et gouvernementales;
- assurer une réflexion et une formation continue chez les intervenantes en maison.

Il regroupe actuellement 48 maisons d'aide et d'hébergement réparties dans 16 régions administratives du Québec. Leur mission spécifique est de travailler avec et pour les femmes violentées afin que cette violence cesse. Les maisons travaillent au plan individuel et au plan collectif pour assurer la sécurité des femmes et des enfants et plus largement pour contrer la violence conjugale.

Pour les trois dernières années où elles sont disponibles (2006-2007 à 2008-2009), les statistiques recueillies auprès des maisons membres indiquent qu'elles ont hébergé en moyenne 70 femmes et 56 enfants chaque année¹. Et c'est sans compter les femmes et les enfants qui ont reçu des services autres que l'hébergement (consultations externes, échanges avec thèmes, accompagnement, suivi post-hébergement, etc.). C'est à partir de l'expérience de ces femmes et de ces enfants et de celles des intervenantes des maisons qui les accompagnent dans leurs démarches que le Regroupement prend ici position sur le projet de loi C-391.

En ce sens, les commentaires et les recommandations que nous formulerons dans ce mémoire viseront surtout à faire en sorte que les mesures entourant le contrôle des armes à feu demeurent cohérentes avec d'autres instruments législatifs ou politiques québécois² ou canadiens qui visent à permettre aux femmes victimes de violence conjugale et à leurs enfants d'exercer leurs droits à la vie, à la liberté et à la sécurité tel que stipulé dans la Charte canadienne des droits et libertés.

MISE EN CONTEXTE

La question de l'homicide conjugal, plus spécifiquement l'uxoricide et l'infanticide commis par un conjoint ou ex-conjoint, est un enjeu majeur au cœur de l'intervention auprès de la clientèle des maisons d'hébergement au plan de la sécurité et de la prévention. C'est pourquoi le maintien du registre des armes à feu est fondamental et crucial pour le Regroupement et ses maisons membres.

¹ Ces chiffres ne tiennent pas compte des femmes et des enfants qui ont été hébergés dans les 41 maisons membres de la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec et dans les maisons non affiliées.

² Notamment, la Politique d'intervention en matière de violence conjugale *Prévenir, dépister, contrer la violence conjugale* rendue publique par le Gouvernement du Québec en 1995.

Ainsi la violence, et particulièrement la violence par arme à feu, affecte toujours un nombre trop élevé de femmes. Dans ce contexte, lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes signifie mettre en place des systèmes de contrôle et de suivi qui permettent de responsabiliser les propriétaires d'armes et, par conséquent, de diminuer le nombre de décès et blessures par armes à feu. Nous croyons également que l'intimidation par arme à feu, trop peu souvent mentionnée dans le débat actuel, est une forme de violence pernicieuse qui affecte des centaines de femmes au Québec.

Pour notre organisme, le respect du droit de vivre dans un climat exempt de violence implique la mise en œuvre de programmes et de lois efficaces assortis des ressources financières adéquates pour lutter contre toutes les formes de violence envers les femmes. Or, depuis la mise en œuvre de lois plus sévères sur les armes à feu, adoptées depuis 1991, le nombre de décès et de blessures par arme a diminué. L'exemple des homicides conjugaux est particulièrement évocateur : le nombre de femmes tuées par arme à feu au pays est passé de 74 en 1989 à 32 en 2005. Les contrôles sur toutes les armes à feu sont donc une façon efficace de lutter contre la violence.

Le 6 décembre 1989, en 22 minutes seulement, un homme qui en voulait aux femmes et aux féministes a tué, avec une arme semi-automatique acquise légalement, 14 jeunes femmes et en a blessé 27 autres à l'École Polytechnique de Montréal. Cette arme est toujours considérée comme une arme sans restriction. C'est à la suite de cette tragédie et grâce à la ténacité des familles et alliés des victimes que La Loi sur les armes à feu fut adoptée en 1995 par le Parlement canadien.

Or, le projet de loi C-391, émanant d'une députée, mais ouvertement appuyé par le gouvernement fédéral dans son Discours du trône, propose maintenant d'abroger l'enregistrement des armes sans restriction qui sont les armes à feu le plus souvent utilisées au Canada pour tuer les femmes et les enfants. Cette catégorie d'arme inclut aussi le Ruger Mini 14 utilisé à l'École Polytechnique il y a vingt ans. Le projet de loi C-391 vise à démanteler le contrôle des armes à feu au Canada en dépit du fait que la Loi a fait ses preuves et soit considérée comme un outil essentiel au travail des policiers.

À notre avis, le projet de loi C-391 fait peu de cas de la Charte canadienne des droits et libertés qui stipule que : « Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne. » (Art. 7) et que : « La loi ne fait exception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination (...). » (Art. 15)

De plus, le projet de loi est totalement contraire à l'esprit et à la lettre d'une récente déclaration contre la violence faite aux femmes adoptée le 1^{er} mars 2010, par les pays membres de l'Organisation internationale de la francophonie dans le cadre d'une séance présidée par le gouvernement du Canada, en la personne de la ministre Josée Verner. Quelques-uns des engagements pris par le Canada à cette occasion, à titre de pays membre, militent pour le maintien du registre des armes :

« Ministres et Chefs de délégation représentant les Etats et gouvernements des pays ayant le français en partage, réunis dans le cadre de l'examen des quinze années de mise en œuvre du programme d'action de Pékin et des mesures complémentaires décidées en 2000 lors de la 23e session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies ; (...)

Réaffirmons que toutes violations des droits de la personne humaine perpétrées contre les femmes et les filles doivent être combattues avec fermeté et que la violence à l'égard des femmes et des filles constitue la forme ultime des discriminations fondées sur le genre ; (...)

Réaffirmons qu'aucune coutume, tradition ou considération d'ordre religieux ne peut être invoquée pour nous exonérer de notre obligation d'éliminer toutes les formes de discrimination et de violence envers les femmes, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes de 1993 et au Programme d'action de Pékin de 1995 ; (...)

Reconnaissons qu'il est de notre responsabilité de lutter contre toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles dans nos pays, et en particulier, d'agir avec la diligence voulue pour prévenir les actes de violence dirigés contre elles ; (...)

Nous souscrivons à la nécessité :

- d'assurer le respect des droits fondamentaux des femmes et des filles, notamment leurs droits à la liberté, à la sûreté de sa personne, à l'intégrité, à l'égalité et à la dignité ; (...)
- d'identifier des réponses adéquates à la problématique des violences fondées sur le genre et prendre toutes les mesures appropriées y compris l'adoption et la mise en œuvre des dispositions législatives afin d'éliminer toutes les formes de violence faites aux femmes et aux filles ;
- de mettre en place des politiques publiques assorties de stratégies appropriées définies en réponse à ces violences, de coordonner l'action contre la violence aussi bien au niveau national, régional qu'international ; (...)
- de sensibiliser et mobiliser les hommes et les garçons dans toutes les initiatives de prévention contre la violence faite aux femmes et aux filles ».ii

Le contrôle des armes fait sans contredit partie des stratégies appropriées pour répondre à ces violences. Qui plus est, le débat entourant ces mesures fournit au gouvernement une occasion pour sensibiliser les opposants au registre à la nécessité de prévenir la violence faite aux femmes.

Le contrôle des armes à feu sauve des vies : quelques faits

On ne peut que constater que le contrôle sur toutes les armes à feu fonctionne, car globalement, le taux d'homicide avec fusil ou carabine a diminué de 52 % depuis 1991, alors que le taux d'homicide sans arme à feu n'a chuté que de 28%. La Loi sur les armes à feu a conduit à d'importants progrès en diminuant notamment le nombre d'agressions armées dans un contexte de violence conjugale ou familiale. Ainsi, le nombre de meurtres de femmes tuées par balle a chuté de plus de 50%, passant de 85 en 1991 à 32 en 2004. Quant au taux de meurtre de conjoint(e) avec une carabine et un fusil de chasse, il a diminué de 70%. Il est à noter que la grande majorité des propriétaires d'armes s'est conformé aux exigences du contrôle des armes; 1,89 millions de propriétaires d'armes à feu détiennent un permis et plus de 7 millions d'armes à feu sont enregistrées, la plupart (90%) des carabines et fusils de chasse.

Remplir un formulaire est-ce la fin du monde ?

Quel est ce fardeau si grave que pose l'enregistrement des armes à feu et qui sert de leitmotiv à la tentative d'abrogation du registre? Leurs propriétaires doivent remplir un formulaire en indiquant quelles armes à feu ils possèdent une seule fois. Chez certains marchands d'armes, cette information est soumise électroniquement. Sans cette information, il n'y a aucun moyen pour les policiers de garder les armes hors de portée de personnes dangereuses, d'associer les armes à feu à leurs propriétaires, de les tenir responsables ou de mettre en application les ordonnances d'interdiction. Or, les policiers au Canada consultent le registre 11 000 fois par jour et les renseignements que cet outil comprend sert aussi à

prévenir le crime et contribuent à faire avancer les enquêtes criminelles. Le lobby canadien des armes à feu vaut-il plus aux yeux du Parlement que la sécurité des femmes, des enfants et des policiers ?

DES RÉSULTATS ET DES CONSTATS

- Le contrôle des armes à feu a permis de sauver des vies : les homicides de femmes par armes à feu ont chuté de 63% de 1991 à 2005, suivant l'implantation des contrôles sur toutes les armes. La Loi sur les armes à feu a conduit à d'importants progrès en diminuant notamment le nombre d'agressions armées dans un contexte de violence conjugale ou familiale. Bien qu'il soit évident que les raisons de cette baisse soient multifactorielles, il serait faux de penser que les taux d'homicides de femmes commis avec d'autres moyens aient connus la même baisse pendant cette période; ils ont pour leur part diminué de 35%.ⁱⁱⁱ Nous pouvons donc être convaincues de l'effet bénéfique direct que les contrôles sur les armes à feu ont eu, et ont toujours, sur les taux d'homicides conjugaux.
- En 1989, années du drame de Polytechnique, 40% des femmes victimes d'un meurtre étaient tuées par arme à feu. En 2005, ce nombre avait chuté à 15%.^{iv} Malheureusement, encore aujourd'hui, une femme sur trois qui est tuée par son mari l'est par arme à feu. Les progrès sont encourageants, mais il ne faut pas relâcher les contrôles alors que beaucoup reste à faire.
- Les carabines et les fusils de chasse sont les armes les plus souvent utilisées lors d'homicides conjugaux, pour la simple raison que les armes d'épaule sont les armes les plus souvent présentes dans les foyers québécois, donc les plus facilement accessibles. Le Regroupement considère que le projet de loi C-391 envoie un dangereux message : si les armes d'épaule n'ont pas besoin d'être enregistrées, est-ce à dire que celles-ci ne constituent pas un réel danger? Trop d'exemples nous prouvent le contraire, comme celui de Marie-Josée Desmeules, abattue par son mari avec son arme de chasse, en décembre 2009, à Saguenay. Les carabines et les fusils de chasse augmentent le degré de la létalité des attaques, en plus d'augmenter le nombre de victimes. Elles sont à prendre au sérieux, comme toutes les armes à feu.
- Les carabines et les fusils de chasse sont également les armes les plus souvent utilisées pour menacer les femmes et les enfants. Les menaces par armes à feu ne sont pas comptabilisées dans les statistiques, pourtant, leurs ravages sont bien réels. Repli sur soi, dépression, sentiment d'insécurité grandissant et manque de confiance en soi sont la réalité de trop nombreuses victimes d'intimidation par armes à feu. Si une victime d'intimidation sait que l'enregistrement de toutes les armes à feu permet aux forces de l'ordre de connecter un propriétaire à ses armes à feu, elle se sent rassurée. De plus, l'enregistrement est le seul moyen permettant aux policiers de garder toutes les armes hors de portée de personnes constituant un danger pour leurs proches ou pour elles-mêmes. Autrement, les policiers n'ont pas d'autres mécanismes que la déclaration de la personne dangereuse pour connaître combien d'armes doivent être retirées.
- Les conséquences physiques et affectives qui sont subies par les enfants et les jeunes à la suite de la violence peuvent être immédiates ou à long terme et incluent, entre autres, un risque accru de troubles comportementaux, affectifs et du développement, comme la dépression, la peur ou l'anxiété et des taux accrus de comportements délinquants. En 2008, 568 enfants et jeunes ont

rapportés aux corps policiers des blessures résultant de la violence par arme à feu (infractions avec violence, voies de fait, agressions sexuelles et autre).^v

- On croit à tort que seules les grandes villes sont aux prises avec le problème des décès par armes à feu; les taux de décès et de blessures par arme à feu sont pourtant plus élevés en régions rurales.^{vi} Nos membres respectifs, répartis sur l'ensemble du territoire de la province de Québec, corroborent ce que les statistiques tendent à démontrer : les taux de décès par armes à feu sont reliés de façon positive aux taux de possession d'arme à feu, sans égard aux types d'armes à feu.
- Alors que sur la scène internationale, le Canada a souvent été cité en exemple comme un leader en matière de contrôle des armes, les tentatives répétées des dernières années de démanteler le contrôle des armes à feu indiquent un changement marqué d'attitude. Le Rapporteur spéciale des Nations unies sur la violence contre les femmes^{vii} et le Rapporteur spécial sur la prévention des violations des droits de l'homme commises à l'aide d'armes de petit calibre et d'armes légères^{viii} ont tous deux souligné que les États qui ne réglementent pas adéquatement les armes à feu ne respectent pas leurs obligations en vertu du droit international, en particulier en ce qui concerne la sécurité des femmes et des enfants. Nous croyons fermement que la sécurité des Canadiennes et des Québécoises doit prévaloir sur ce que certains considèrent être des « tracasseries administratives » et qui nous apparaissent comme étant des formalités essentielles faisant partie intégrante d'une démocratie fonctionnelle. Des tracasseries pour sauver des vies? La question ne devrait pas se poser.

C'est pourquoi le Regroupement recommande au Comité permanent de la sécurité publique et nationale de rejeter le projet de loi C-391 dans son intégralité.

Nous croyons que tous les éléments du programme d'octroi de permis aux propriétaires et d'enregistrement des armes doivent être sauvegardés. Le dépistage présentement effectué comporte une série de questions – entre autres sur la santé mentale, sur les comportements violents et sur la toxicomanie - permettant d'identifier les requérants susceptibles de violence conjugale. De plus, le fait que les conjoints et ex-conjoints soient avisés de la demande d'enregistrement et puissent faire valoir leurs inquiétudes joue un rôle primordial dans la capacité des femmes à faire en sorte qu'un partenaire à risque de commettre un geste violent, ou même un homicide, n'ait pas accès à une arme à feu. Le fait qu'il y a présentement 254 036 ordonnances d'interdiction de posséder des armes à feu ne met-il pas en lumière la nécessité de maintenir de telles mesures préventives ? Dans le même ordre d'idées, nous nous opposons à l'amnistie quant au non-renouvellement des permis. Les facteurs déclenchant des comportements violents sont nombreux et peuvent émerger à tout moment ; le renouvellement des permis aux cinq ans, dans la mesure où cela permet de mettre en lumière des risques pour la sécurité d'autrui ou des risques suicidaires, est une mesure qui contribue à éviter des tragédies.

Par ailleurs, nous croyons également que le manquement à l'enregistrement des armes à feu devrait demeurer passible d'une poursuite criminelle. Cette disposition de la Loi a un impact direct sur le taux actuel élevé de conformité à la loi et sur le degré de responsabilisation des propriétaires d'armes. Ce dernier élément est d'une importance capitale, surtout si l'on considère que la présence d'une arme à feu dans un foyer augmente considérablement les risques qu'une agression devienne un homicide et fasse plusieurs victimes. Dans un tel contexte, il n'est d'ailleurs pas surprenant que 77 % des personnes qui

vivent avec un propriétaire d'arme à feu (ces personnes sont en très grande partie des femmes) appuient le programme actuel du contrôle des armes. Notons également l'importance que le contrôle des armes vise autant les armes de chasses que les autres ; 80 % des suicides et 88 % des homicides conjugaux par arme à feu impliquent une carabine ou un fusil de chasse.

UN APPUI SANS ÉQUIVOQUE

La vaste majorité des Canadien-ne-s (74%) appuie le contrôle des armes à feu. Au Québec, cet appui se chiffre de façon constante autour de 88%.^{ix} Le 22 avril 2009, les partis de l'opposition à la Chambre des communes se sont unis pour voter en faveur de la résolution du Bloc Québécois appuyant le maintien du registre des armes à feu. Au Québec, les députés de l'Assemblée nationale ont voté unanimement pour le maintien du registre des armes à feu en s'appuyant sur un sondage révélant que la grande majorité de la population québécoise est en faveur du maintien du registre.

Nous vous demandons donc expressément de respecter la position prise le 22 avril dernier à la Chambre des communes quant au maintien intégral du registre des armes à feu.

Les citoyen-ne-s du Québec, comme leurs représentants politiques, ont affirmé à répétition leur appui pour le maintien du registre des armes à feu. Marqué entre autres par les drames de l'École Polytechnique et celui du collège Dawson, le Québec reconnaît l'importance de se doter d'outils de prévention.

« Il faut avouer notre impuissance devant la folie. Malheureusement, c'est la réalité, et quand une personne qui est profondément malade décide de poser des gestes violents, on ne peut pas prévoir ce qui va arriver. **On peut quand même agir pour tenter de prévenir de tels gestes.**»

- Premier ministre Jean Charest, décembre 2007, au sujet de la Loi Anastasia

- La Loi Anastasia, du nom de la jeune victime de la fusillade du collège Dawson, a été adoptée en décembre 2007 par l'Assemblée nationale du Québec. Avec cette Loi, le Québec s'est doté d'outils de prévention qui vont au-delà des exigences fédérales. Voici quelques-unes des dispositions de la loi :
 - La loi interdit la possession de toute arme à feu sur les terrains et dans les établissements d'enseignement, ainsi que dans les transports publics ou scolaires;
 - Elle oblige les professionnels, comme les psychologues ou les médecins, à déclarer un patient qu'ils croient être dangereux pour eux-mêmes ou les autres, malgré l'obligation de confidentialité qu'ils doivent normalement respecter;
 - Les mesures seront resserrées dans les clubs de tir. Ils devront notamment tenir un registre de fréquentation des membres. Le projet de loi oblige aussi le personnel des établissements d'enseignement et les responsables des clubs de tir à signaler aux autorités policières tout comportement d'un individu susceptible de compromettre sa sécurité ou celle d'autrui.^x

La ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Mme Christine St-Pierre, a dit en entrevue au quotidien *The Gazette*, que si « Ottawa décidait de démanteler le registre national, les vies des policiers québécois et des victimes de violence conjugale seraient mises en danger de façon non nécessaire (NDRL : traduction libre). »^{xi}

La loi Anastasia n'est pas le seul geste posé par le Gouvernement du Québec en vue de prévenir les agressions et homicides par arme à feu. Dès 1995, le Québec dans sa Politique d'intervention en matière de violence conjugale *Prévenir, dépister, contrer la violence conjugale* enjoignait les policiers à « Assurer la sécurité et la protection des victimes et de leurs proches : (...) en procédant, si possible, à la saisie des armes à feu dès l'arrestation ou, à défaut, en s'assurant que les conditions de mise en liberté provisoire en prévoient la remise sans délai à un agent de la paix. »^{xii}

Ainsi au Québec, lorsque les services policiers reçoivent une demande d'intervention pour une situation de violence conjugale, ils vérifient au registre si l'agresseur possède une arme et peuvent ainsi adopter le mode d'intervention le plus sécuritaire pour eux et pour la ou les victimes. Une fois sur les lieux de l'intervention, les policiers s'informent de la présence d'armes. Dépendant de l'urgence de la situation, ils les saisissent immédiatement ou demandent un mandat de perquisition pour le faire. Dans les cas où des accusations sont portées, ils doivent aviser le procureur de cette saisie.

Que le contrevenant possède ou non des armes, une demande d'interdiction de posséder une arme doit être présentée au tribunal, généralement, il s'agit d'une condition de remise en liberté.

Éliminer le registre ou le rendre inefficace a comme conséquence directe de priver les policiers d'un outil essentiel d'intervention et de prévention.

C'est la question du laxisme entourant l'application de la Loi, et non l'inefficacité prétendue du registre – un argument réitéré par ceux qui souhaitent le voir démanteler – qui devrait être au centre des discussions. À titre d'exemple, le gouvernement actuel a présenté récemment son intention de renouveler l'amnistie pour les propriétaires d'armes qui ne daignent pas renouveler leur permis de possession ou enregistrer leurs carabines et fusils de chasse.^{xiii} Ces derniers seraient dispensés de droits à payer pour une année de plus. Il s'agit là du quatrième renouvellement de cette amnistie. Plutôt que d'améliorer la fiabilité des données, l'amnistie mène à une plus grande dégradation des données du registre.

S'il est vrai que le Québec soutient de façon convaincue le registre des armes à feu, le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale tient à rappeler que la possibilité de mettre en place des registres provinciaux, dans l'éventualité où le projet de loi C-391 passerait l'étape de la troisième lecture, n'est pas optimale. L'inefficacité et les coûts associés à la mise sur pied de tels registres nous font réitérer l'importance du maintien d'un registre fédéral.

« Le contrôle des armes à feu fait partie intégrante de toute stratégie intégrée pour lutter efficacement contre les crimes violents. Aucune mesure visant à restreindre la portée actuelle du registre de contrôle des armes ne devrait être adoptée si on ne veut pas réduire l'efficacité de la lutte contre la criminalité violente. En ce sens, le SPVM ne peut que réprouber les modifications que le projet C-391 veut opérer en matière de contrôle des armes à feu. »

- Communiqué de Yvan Delorme, Directeur du service de police de la Ville de Montréal, novembre 2009

RECOMMANDATIONS

À propos des changements proposés au Code criminel sections 91, 92, 94 et 117, à la Loi sur les armes à feu sections 4(a)(i), 23(1)(b) (c) à (f), 33(a)(ii), 34(a), 35.1(1)(b), 36(1), 38(1)(a)(ii), 44(a), 60, 66, 71(1)(a), 72(5), 83(1)(a) et (b), 105, 112, 114, 115 et aux articles 30 et 31 du chapitre 8 des Lois du Canada, 2003;

Le Regroupement estime que même s'il ne s'agit pas d'une panacée, le registre est un outil important contre la violence faite aux femmes. Les policiers peuvent en tirer profit pour protéger les femmes aux prises avec des problèmes de violence conjugale. Savoir qui possède des armes à feu, peut donc guider les policiers et les aider à mettre en œuvre des mécanismes de protection appropriés. Dans une optique de prévention de la violence armée, il serait contreproductif d'éliminer de telles mesures.

En améliorant les processus d'inspection des demandes et en rendant l'enregistrement obligatoire, la Loi sur les armes à feu de 1995 a été conçue, entre autres choses, pour réduire les risques que des conjoints abusifs aient accès à des armes à feu. La Loi permet également de retirer toutes les armes lorsque des situations à risque sont identifiées. Ces mécanismes ont démontré leur efficacité et leur utilité : « Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a pu éprouver la pertinence du registre des armes. Peu après la fusillade survenue au Collège Dawson en septembre 2007, les policiers ont eu vent de menaces proférées par un autre individu. Le registre leur a permis de savoir que cet individu possédait plusieurs armes, qu'ils ont pu lui confisquer avant qu'il ne passe aux actes. »^{xiv} On entend souvent de la part de ces détracteurs que le registre n'a pas empêché Dawson de se produire, mais nous ne saurons jamais combien de cas de folie similaires ou de drames conjugaux ont pu être évités grâce aux mesures préventives en place.

Le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale réitère ses positions sur la question du contrôle des armes et demande au Comité permanent de la sécurité publique et nationale d'écouter l'opinion de la majorité de la population canadienne qui souhaite le maintien du registre des armes à feu. Le projet de loi C-391 n'a pas lieu de devenir loi dans une société qui met tout en œuvre pour protéger les femmes et leurs enfants vivant dans un contexte de violence conjugale.

En terminant, nous unissons nos voix pour vous rappeler l'importance que joue le système de contrôle des armes actuel dans notre capacité à aider les personnes victimes de violence conjugale. Nous vous demandons de rejeter ce projet de loi au nom notamment des conséquences dangereuses qu'il aurait sur la sécurité du public et, tout particulièrement, sur la sécurité des femmes.

Mettre fin à la violence faites aux femmes et prévenir les tragédies exige des gestes concrets. Voter contre le projet de loi C-391, c'est contribuer à la sécurité des femmes et des enfants.

Aussi, comme le droit de vivre dans un climat exempt de violence implique aussi la reconnaissance et la valorisation de l'expertise des groupes de femmes travaillant sur les questions de violence conjugale et de violences sexuelles, nous réitérons notre demande à être entendues devant le Comité permanent de la sécurité publique et nationale (SECU).

-
- ii Ce mémoire a été rédigé conjointement avec la Fédération des femmes du Québec et la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec.
- ii Organisation internationale de la francophonie, *Déclaration francophone sur les violences faites aux femmes*, 2010, disponible en avril 2010, à l'adresse suivante : http://genre.francophonie.org/IMG/pdf/Declaration_francophone_violences_faites_aux_femmes-mars_2010-3-2.pdf
- iii V.P. Bunge, « Tendances nationales des homicides entre partenaires intimes, 1974 à 2000 », Juristat: Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada Vol. 22, n°5, 2002.
- iv K. Hung, « Firearms Statistics: Updated Tables », Department of Justice: Research and Statistics Division, January 2005; Statistiques Canada, « Mortalité: liste sommaire des causes », 2005.
- v Lucie Ogradnik « Les enfants et les jeunes victimes de crimes violents déclarés par la police, 2008,» Centre canadien de la statistique juridique, Mars 2010.
- vi K. Hung, « Firearms Statistics: Updated Tables », Department of Justice: Research and Statistics Division, January 2005; Statistiques Canada, « Mortalité: liste sommaire des causes », 2005.
- vii United Nations, Declaration on the Elimination of Violence against Women, G.A. res. 48/104, 48 U.N. GAOR Supp. (No. 49) at 217, U.N. Doc. A/48/49 (1993).
- viii Barbara Frey, The Question of the Trade, Carrying and Use of Small Arms and Light Weapons in the Context of Human Rights and Humanitarian Norms, Working Paper submitted in accordance.
- ix Sondage Environics « Majority Support for Gun Control; Majority Support Continuation of National Firearms Registry» février 2003.
- x Radio-Canada, Québec « La loi Anastasia promulguée » Mise à jour le jeudi 13 décembre 2007
- xi The Gazette « Police need gun registry: St-Pierre. Keeps officials, victims safer, minister says. »23 novembre, 2009.
- xii Gouvernement du Québec, *Prévenir, dépister, contrer la violence conjugale*, Politique d'intervention en matière de violence conjugale, Québec, 1995, p. 60
- xiii La Gazette du Canada, 20 mars 2010. Vol. 144 no 12.
- xiv Yvan Delorme, Directeur du service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Communiqué du SPVM, novembre 2009.